CCAS DE COURTHEZON
Procès-Verbal Synthétique
Séance du Conseil d'Administration du mercredi 8 juillet 2020 à 18h30

Présents : Nicolas PAGET, Marité LEMAIRE, Lysiane VOISIN, Cendrine PRIANO-LAFONT, Caroline FAYOL, Paul CHRISTIN, Benoît VALENZUELA, Christiane PICARD, Fanny LAUZEN-JEUDY, Sylvie CECCAROLI, Sylvie CLEMENCEAU, Eliane TURIN, Camille PIERRON, Nicole MARCOUL, Martine CIMPELLO

Pouvoirs : Violette GARCIA pouvoir à Cendrine PRIANO-LAFONT

Absents excusés : Sandy MULLER

Secrétaire de Séance : Caroline FAYOL

Monsieur le Président ouvre la séance et met aux voix le compte rendu du conseil d'administration du 2 mars 2020. Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Président propose Madame Caroline FAYOL comme secrétaire de séance. Adopté à l'unanimité.

POINT N°1 : ADMINISTRATION / INSTALLATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Par délibération n° 2020037 le Conseil Municipal en date du 16 juin 2020, a procédé au renouvellement du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale.

VU les articles L.2121-21 et L.2121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au fonctionnement du Conseil Municipal,

VU l'article L. 123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, relatif à l'organisation administrative des centres communaux et intercommunaux d'action sociale,

VU les articles L.123-10 à L.123.12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, relatifs à la composition du Conseil d'Administration des centres communaux et intercommunaux d'action sociale,

Le Président installe dans ses fonctions le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Courthézon selon les éléments suivants,

Suite aux élections municipales du 15 mars 2020, le Conseil Municipal dans sa séance du 16 juin 2020 a désigné en qualité de membre élu au Conseil d'Administration du CCAS :

MARIE-THERESE LEMAIRE
LYSIANE VOISIN
CENDRINE PRIANO-LAFONT
CAROLINE FAYOL
PAUL CHRISTIN
BENOIT VALENZUELA
CHRISTIANE PICARD
FANNY LAUZEN-JEUDY

Le Maire dans un arrêté du 23 juin 2020 a nommé les huit autres membres :

MARTINE CIMPELLO
SANDY MULLER
ELIANE TURIN
VIOLETTE GARCIA
CAMILLE PIERRON
NICOLE MARCOUL
SYLVIE CECCAROLI
SYLVIE CLEMENCEAU

Le Conseil d'administration ayant ouï l'exposé du Président

PREND ACTE

POINT N°2 : ADMINISTRATION / ELECTION DU VICE PRESIDENT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE.

VU l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles disposant que « dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un Vice Président »,

VU la délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2020 portant élection du Maire,

VU la délibération du Conseil Municipal du 16 juin 2000 portant élection des membres du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

VU l'arrêté municipal du 23 juin 2000 portant nomination des représentants de la Société Civile en tant que membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

CONSIDERANT que Monsieur le Président du CCAS a invité les membres présents du Conseil d'Administration à faire acte de candidature,

CONSIDERANT que se sont portés candidats à la fonction de Vice-Président du CCAS Mme Marie-Thérèse LEMAIRE

CONFORMEMENT à l'article R.123-18 du Code de l'Action Sociale et des Familles, il est procédé à la désignation du Vice-Président à bulletins secrets,

Madame Caroline FAYOL et Monsieur Benoît VALENZUELA sont désignés en tant que scrutateurs.

Après le vote il est immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote.

Le dépouillement a donné les résultats suivants :

- NOMBRES DE BULLETINS TROUVES DANS L'URNE : **16**
 - A DEDUIRE : **0**
 - o Bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du Code Electoral : **0**
 - o Bulletins blancs : **0**
 - NOMBRE DE SUFFRAGES EXPRIMES : **16**
 - MAJORITE ABSOLUE : **9**
 - A obtenu :
 -
- 16** voix pour Mme Marie-Thérèse LEMAIRE

Le Conseil d'Administration, ayant procédé à cette élection,

- **DIT** que Mme LEMAIRE. est élue Vice-Présidente du Conseil d'Administration du CCAS à l'unanimité.
- **PREND ACTE** du fait que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POINT N°3 : ADMINISTRATION / APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR.

Chaque CCAS doit établir et adopter un règlement intérieur dans un délai de six mois à compter de son installation et pour la durée du mandat. Ce document est destiné à préciser les règles de fonctionnement du Conseil d'Administration.

VU les décrets n° 95.562 du 6 mai 1995 et du 4 janvier 2000 portant sur la réglementation des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale,

VU l'article L. 123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à l'organisation administrative des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale,

VU l'article R. 123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif au fonctionnement du Conseil d'Administration des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil d'Administration du CCAS de Courthézon lors du Conseil Municipal du 16 juin 2020,

CONSIDERANT la nomination des membres représentants de la Société Civile par arrêté du 23 juin 2020

CONSIDERANT l'importance pour le Conseil d'Administration de se doter d'un règlement intérieur afin de régler les modalités de son fonctionnement,

Le Conseil d'Administration, ayant oui l'exposé du Président, et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** d'adopter le règlement intérieur du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Courthézon tel annexé à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

VOTANTS : 16

POUR : 16

POINT N°4 : ADMINISTRATION / DELEGATIONS DE POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONSENTIES AU PRESIDENT ET EN SON ABSENCE AU VICE-PRESIDENT BUDGET

Le code de l'action sociale et des familles prévoit en son article R.123-20 que le Conseil d'Administration règle par ses délibérations les affaires du centre d'action sociale.

Toutefois, certains dossiers ou certaines modalités administratives quotidiennes nécessitent une réactivité de la part du Centre Communal d'Action Sociale, c'est pourquoi l'article R.123- 21 prévoit que le Conseil d'Administration peut donner délégation de pouvoirs à son Président ou à son Vice-Président dans des matières définies.

Afin de permettre au Conseil d'Administration de contrôler l'usage de la délégation délivrée, le Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit en son article R.123-22 que le Président ou le Vice-Président doit rendre compte, à chacune des réunions du Conseil d'Administration, des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation qu'il a reçue.

VU l'article R.123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles autorisant le Conseil d'Administration à déléguer en tout ou en partie, et pour la durée de son mandat, des compétences à son Président ou à son Vice-Président,

VU l'article R.123-22 du même code précisant les règles qui régissent les décisions prises par délégation,

VU la délibération du Conseil d'Administration en date du 8 juillet 2020 procédant à l'élection du Vice-Président du CCAS,

Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du Centre Communal d'Action Sociale, il est proposé au Conseil de donner au Président du CCAS délégation de pouvoir dans dans les matières suivantes :

1. Attribution des prestations dans la limite de 2000 euros au titre de l'aide alimentaire et de l'aide exceptionnelle.
2. Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon la procédure adapté prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics,
3. Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
4. Conclusion de contrats d'assurance,
5. Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du Centre Communal d'Action Sociale et des services qu'il gère,
6. Fixation des rémunérations et règlements des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
7. Ester en justice, avec tous pouvoir, au nom du Centre Communal d'Action Sociale, à intenter toutes les actions en justice et à défendre les intérêts du C.C.A.S. dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire et devant ces dernières en matière civile comme en matière pénale, en tant que demandeur ou défendeur, dans tous les champs de compétence du C.C.A.S. et pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution en partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action, et à payer les frais afférents à ces procédures,
8. Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'article L.264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le Conseil d'Administration, ayant ouï l'exposé du Président et après en avoir délibéré:

- **DECIDE** que pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du CCAS, délégation de pouvoir est donnée au Président du CCAS dans les matières sus-citées.
- **DIT** que le Président ou son Vice-président rendront compte de leurs décisions à chaque séance du Conseil d'Administration.
- **AUTORISE** monsieur le Président ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.
- **PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

ADOpte A L'UNANIMITE
VOTANTS : 16
POUR : 16